

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Tunisie & Libye

Une publication du Service Économique Régional de Tunis  
Semaine du 13 avril 2026

### CHIFFRE A RETENIR

**2,1%**

La prévision de croissance 2026 du FMI pour  
la Tunisie (contre 3,3% pour le gouvernement)

## Régional

**En 2026, le taux de croissance devrait s'établir à 2,1% en Tunisie et à 6,7% en Libye selon le FMI**

À l'occasion des Assemblées annuelles du 13 au 18 avril 2026 organisées conjointement avec la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) a publié son rapport sur les perspectives économiques mondiales ([World Economic Outlook – WEO](#)). Si le conflit au Moyen-Orient demeure contenu dans le temps et ne s'intensifie pas, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,1% en 2026, avant de se redresser légèrement à 3,2% en 2027, après avoir atteint 3,4% en 2025.

Pour la Tunisie, les perspectives de croissance demeurent globalement stables par rapport aux prévisions du WEO d'octobre 2025 : après une progression de 2,5% en 2025, le FMI prévoit un ralentissement graduel à 2,1% en 2026, puis à 1,6% en 2027. En revanche, les taux d'inflation ont été révisés à la baisse pour 2025 (+5,3%), mais à

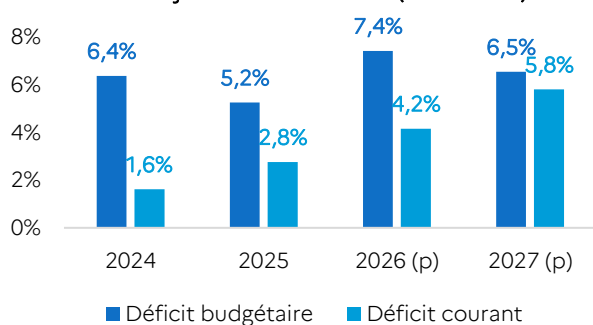
la hausse pour 2026 (+6,4%) et 2027 (+7,2%), notamment sous l'effet de la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Il en est de même pour les déficits jumeaux, revus à la baisse pour 2025 (à 5,2% du PIB pour le déficit budgétaire et à 2,8% pour le déficit courant) mais à la hausse pour 2026 et 2027 (à 7,4% puis 6,5% pour le déficit budgétaire et à 4,2% puis 5,8% pour le déficit courant), en lien avec la progression attendue de la facture énergétique. La dette publique a quant à elle été révisée à la hausse pour les trois exercices, atteignant 81,3% du PIB en 2025, 84,9% en 2026 et 88,7% en 2027.

En Libye, les perspectives de croissance ont été ajustées à la hausse : après une forte expansion en 2025 (15,9% ; +0,3 point de pourcentage (p.p.) par rapport au WEO d'octobre 2025), portée par l'augmentation de la production pétrolière moyenne à 1,4 M de barils/jour, la croissance devrait toutefois ralentir en 2026 (6,7% ; +2,5 p.p.) puis 2027 (4,5% ; +2,2 p.p.). Si le taux d'inflation estimé pour 2025 demeure stable (+1,8%), il a en revanche été fortement révisé à la hausse pour 2026 (+10,5%) et 2027 (+10,2%), en lien avec la hausse de l'inflation importée et la double dévaluation du LYD. Le déficit

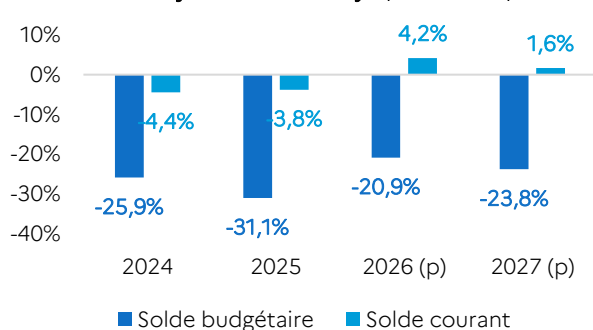
budgétaire a quant à lui été sensiblement revu à la hausse pour les trois exercices, avec une estimation à 31,1% du PIB en 2025, 20,9% en 2026 et 23,8% en 2027, en raison notamment de dépenses extrabudgétaires importantes. Enfin, après un déficit courant en 2025 (ajusté à la hausse à 3,8% du PIB), la Libye pourrait enregistrer des excédents de 4,2% en 2026 et 1,6% en 2027, eux aussi révisés à la hausse en raison de l'augmentation anticipée des revenus pétroliers.

A noter que les projections de croissance [publiées](#) le 30 mars 2026 par la Banque africaine de développement sont plus optimistes que celles du FMI pour la Tunisie (2,5% pour 2025, 2,8% pour 2026 et 3% pour 2027) et plus pessimistes pour la Libye (12,4% pour 2025, 5,2% pour 2026 et 4,2% pour 2027).

Déficits jumeaux de la Tunisie (en % du PIB)



Soldes jumeaux de la Libye (en % du PIB)



# Tunisie

## Les échanges bilatéraux entre la Tunisie et la France progressent de 15,1% en g.a. au T1 2026 selon l'INS

Selon les données [publiées](#) par l'Institut National de la Statistique (INS), les exportations de biens s'établissent en valeur à 16,3 Mds TND (4,8 Mds EUR) à fin mars 2026, soit une progression de 6,1% par rapport à la même période en 2025. Les importations s'inscrivent également en hausse (+5,5% sur un an) pour atteindre 21,5 Mds TND (6,3 Mds EUR). Malgré le dynamisme des exportations, le déficit commercial augmente de 3,6% pour s'établir à 5,2 Mds TND (1,5 Md EUR). Côté exportations, les secteurs qui contribuent le plus à cette dynamique sont les machines et appareils électriques (+15,2% à 4,6 Mds TND) et les graisses, huiles et cires (+33,8% à 2,1 Mds TND) tandis que les chaudières, réacteurs et autres engins mécaniques (-12,1% à 646 M TND) et les produits chimiques inorganiques (-26,1% à 248 M TND) sont les principales contributions négatives. S'agissant des importations, les machines et appareils électriques (+10,9% à 2,9 Mds TND) et les sucres et sucreries (multipliées par près de 5 à 326 M TND) sont les principaux moteurs alors que les oléagineux, graines et plantes industrielles (-47,2% à 152 M TND) et les cafés, matés et épices (-59,5% à 71 M TND) ont une contribution négative. A noter également la progression des importations de produits énergétiques de 4,2% à 3,6 Mds TND. Sur le plan bilatéral, les échanges avec la France ont progressé de 15,1% à 6,4 Mds TND (1,9 Md EUR) à fin mars 2026, en raison d'une hausse des importations tunisiennes en provenance de France (+21,9% à 2,7 Mds TND) et des exportations tunisiennes vers la France (+10,6% à 3,7 Mds TND). En conséquence,

l'excédent bilatéral de la Tunisie se contracte de 11,7% pour s'établir à 1 Md TND (0,3 Md EUR).

## La réforme du pain subventionné entre en vigueur

Le gouvernement tunisien a officialisé, par un [arrêté](#) conjoint du Ministère du Commerce et du Ministère de l'Agriculture, publié au Journal Officiel le 3 avril 2026, les nouvelles modalités de production du pain subventionné. Le principal changement concerne le taux d'extraction de la farine utilisée dans la fabrication du pain, ce dernier passant de 78% à 85%. Cette modification augmente le rendement, permettant de produire davantage de farine à partir d'une même quantité de blé, ainsi que la qualité nutritionnelle du produit. La réforme introduit également un meilleur contrôle de l'utilisation de la farine subventionnée. Sa teinte plus foncée la rend désormais facilement identifiable, ce qui devrait réduire les détournements de subventions au profit d'autres usages (pâtisserie, biscuiterie) pour lesquels la farine n'est pas subventionnée. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de forte pression sur le système de compensation, où l'optimisation des ressources céréalières est devenue un enjeu majeur. Pour rappel, cette réforme avait été préconisée par la BM dans le cadre du projet de réponse d'urgence à la sécurité alimentaire (130 M USD en 2022, dont 10 M USD pour de l'assistance technique, puis 300 M USD additionnels en 2024).

## La CCITF dévoile les résultats de son baromètre économique 2026

La Chambre de commerce et d'industrie tuniso-française (CCITF) a dévoilé, le 7 avril 2026, les résultats de son [baromètre économique 2026](#). Cette enquête, menée entre décembre 2025 et mars 2026, a été réalisée auprès de 167 dirigeants

d'entreprises tunisiennes et françaises opérant dans les secteurs de l'industrie et des services. Les résultats mettent en évidence une amélioration globale de l'activité en 2025 : 47% des entreprises interrogées déclarent avoir enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires, tandis que 34% font état d'une stabilité et 19% d'un recul. Les perspectives pour 2026 apparaissent également encourageantes, avec 55% des entreprises anticipant une progression de leur activité. Sur le plan des investissements, la tendance est orientée à la hausse, en dépit d'un certain attentisme : 32% des dirigeants indiquent avoir augmenté leurs investissements en 2025, et 39% prévoient de les accroître en 2026, tandis que 45% déclarent avoir maintenu un niveau d'investissement stable en 2025, et 46% envisagent de faire de même en 2026. Concernant les relations économiques bilatérales, les anticipations traduisent une dynamique plus modérée. En 2026, 35% des répondants prévoient une progression de leurs échanges avec la France, contre 41% en 2025. À l'inverse, la part des entreprises tablant sur une stabilité des échanges progresse sensiblement, passant de 33% en 2025 à 44% en 2026, signe d'une tendance à la consolidation des relations économiques entre les deux pays.

## Lancement du 6<sup>ème</sup> round d'appels à projet pour le développement de 200 MW de capacités d'énergie solaire dans le cadre du régime des autorisations

Le secrétaire d'État à la transition énergétique, M. Ouail Chouchene, [a annoncé](#), le 15 avril 2026, le lancement du 6<sup>ème</sup> round d'appels à projet pour le développement de 200 MW de capacités d'énergie solaire photovoltaïque dans le cadre du régime des autorisations. La date limite de réception des demandes est fixée

au 15 juin 2026. Pour rappel, le régime des autorisations permet à des personnes ou des entreprises de construire des capacités ENR allant jusqu'à une taille de 10 MW pour l'énergie solaire et de vendre ensuite à la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG) la production d'électricité induite selon un [prix fixe défini par arrêté](#) du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (MIME) en octobre 2024. A fin janvier 2026, la Tunisie avait octroyé près de 200 autorisations depuis le début de ce régime en 2017 pour une capacité totale de 340 MW selon [le bulletin de conjoncture énergétique du MIME](#).

## Libye

### Les autorités de l'Est et de l'Ouest s'accordent sur un cadre budgétaire unifié pour 2026

Le gouverneur de la Banque centrale de Libye (BCL), M. Naji Issa, [a annoncé](#) le 11 avril 2026 la signature d'un accord entre la Chambre des représentants (chambre basse du Parlement, basée à l'est du pays) et le Haut Conseil d'État (chambre haute, basée à l'ouest) en vue de l'adoption d'un budget unifié pour 2026, une première depuis plus de treize ans. Cet accord correspond à l'avenant n°1 au programme de développement unifié, conclu en novembre 2025. Selon certaines [sources](#), il prévoirait la mise en place d'un cadre unique de dépenses publiques pour 2026 d'un montant de 190 Mds LYD (environ 25 Mds EUR), réparti entre masse salariale (38% des dépenses), dépenses d'investissement (21%), subventions (19%), allocations familiales (9%) ou encore acquisition de biens et services (5%). Pour rappel, cet accord intervient quelques jours après les [consultations du FMI](#) au titre de l'article IV sur la Libye, qui ont mis en évidence l'insoutenabilité de la trajectoire budgétaire, marquée notamment par un

déficit public estimé à plus de 30% du PIB en 2025, en raison notamment de dépenses extrabudgétaires massives. S'il venait à être effectivement mis en œuvre et respecté par l'ensemble des parties, cet accord constituerait une étape majeure vers l'unification des finances publiques et la stabilisation économique du pays. Dans ce contexte, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) [a appelé](#) les signataires à garantir la mise en œuvre effective de l'accord et à assurer une surveillance rigoureuse des dépenses publiques sur l'ensemble du territoire.

### Le Forum d'affaires France-Libye de Business France s'est tenu à Marseille et Paris les 14 et 16 avril 2026

Les 14 et 16 avril 2026, Business France a organisé une nouvelle édition du [Forum d'affaires France-Libye](#), respectivement à Marseille et Paris. Cet événement s'inscrit dans une dynamique de relance des relations commerciales entre les deux pays, alors que les échanges commerciaux ont progressé de 13% à 2,7 Mds EUR en 2025 selon les douanes françaises. Le forum a permis de conjuguer une approche opérationnelle - centrée sur les rencontres d'affaires - et une dimension plus institutionnelle, avec la participation de hauts représentants français et libyens, favorisant des échanges entre entreprises et décideurs publics. Rassemblant un large éventail d'acteurs - entreprises françaises en quête de développement à l'international, institutions libyennes, investisseurs et représentants diplomatiques -, le forum avait pour objectif principal d'éclairer les opportunités offertes par la Libye. Le pays est en effet engagé dans une phase de reconstruction économique nécessitant des expertises et des partenariats étrangers. Les tables rondes et conférences ont permis d'aborder des thématiques telles que le

développement du commerce bilatéral, les conditions d'implantation des entreprises, la reconstruction des infrastructures, ainsi que les enjeux liés à la souveraineté alimentaire. Ces échanges ont contribué à mieux cerner les perspectives de coopération et à

identifier des pistes de collaboration entre acteurs français et libyens.

**Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.**

	2025		2026 (p)		2027 (p)	
PIB nominal, en Mds USD	57,6		60,7		59,1	
Croissance du PIB réel, en %	2,5	0 pp	2,1	0 pp	1,6	0 pp
Taux d'investissement, en % du PIB	10,7		10,4		10,6	
Taux d'épargne, en % du PIB	7,9		6,2		4,8	
Taux d'inflation annuel moyen, en %	5,3	-0,6 pp	6,5	+0,4 pp	7,2	+0,5 pp
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,2	+0,1 pp	-7,4	-2,2 pp	-6,5	-1 pp
Recettes publiques, en % du PIB	28,8		28,7		28,7	
Dépenses publiques, en % du PIB	34		36,1		35,2	
Dette publique, en % du PIB	81,3	+0,7 pp	84,9	+2,3 pp	88,7	+4,1 pp
Solde courant, en % du PIB	-2,8	+0,4 pp	-4,2	-0,8 pp	-5,8	-2,2 pp
Notation souveraine Fitch/Moody's	B-/CAA1 stable		-		-	

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'octobre 2025.

**Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.**

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance du PIB réel, en g.a., en %	T4 2025	2,7%	+0,3 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T4 2025	15,2%	-0,2 p.p.
Taux d'inflation, en g.a., en %	Mars 2026	5,0%	0 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 10/04/2026	1 621 M TND	+4,3% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 10/04/2026	2 398 M TND	+5,9% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7,00%	-100 pdb
Réserves de change, en jours d'importations	Au 16/04/2026	103 jours	+1 jour
USD/TND	Au 15/04/2026	2,88	-3,82%*
EUR/TND	Au 15/04/2026	3,40	+0,04%

\* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

Sources : INS, BCT

**Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.**

	2025		2026 (p)		2027 (p)	
PIB nominal, en Mds USD	44,7		52,5		50,1	
Croissance du PIB réel, en %	15,9	+0,3 pp	6,7	+2,5 pp	4,5	+2,2 pp
Taux d'investissement, en % du PIB	28,1		26,2		25,7	
Taux d'épargne, en % du PIB	-		-		-	
Taux d'inflation annuel moyen, en %	1,8	0 pp	10,5	+9 pp	10,2	+8,6 pp
Solde budgétaire, en % du PIB	-31,1	-26,8 pp	-20,9	-19,9 pp	-23,8	-22,7 pp
Recettes publiques, en % du PIB	71,2		67,9		65,5	
Dépenses publiques, en % du PIB	102,3		88,8		89,4	
Dette publique, en % du PIB	-		-		-	
Solde courant, en % du PIB	-3,8	-4,7 pp	4,2	+3,6 pp	1,6	+1,2 pp

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'octobre 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.